

Le PS critique la position de Sarkozy sur Schengen

La gauche française s'élève contre la proposition de l'Elysée de renforcer la clause de suspension provisoire des accords de Schengen en cas d'afflux d'immigrants clandestins à une frontière extérieure de l'Union européenne.

Paris entend notamment tirer les leçons de l'afflux actuel d'immigrants tunisiens et libyens via l'Italie, qui a provoqué de vives tensions entre Paris et Rome ces dernières semaines.

Mais pour le Parti socialiste, qui dénonce une vision à "très courte vue", il s'agit d'une "proposition disproportionnée" face à un "afflux ponctuel" d'immigrants.

La suspension de l'application des accords de Schengen "signifierait concrètement le rétablissement d'une frontière et la fin de la libre circulation des personnes, droit fondamental garanti aux citoyens de l'UE depuis vingt ans", estime Sandrine Mazetier, secrétaire nationale à l'immigration.

"Le rétablissement des frontières internes de l'UE n'est pas une solution", ajoute-t-elle dans un communiqué.

"L'organisation de l'accueil des migrants arrivés de Tunisie est un devoir collectif de l'UE. Le gouvernement de Nicolas Sarkozy piétine les valeurs de l'Europe et la dignité des personnes en refusant d'y participer".

Le Mouvement des jeunes socialistes dénonce pour sa part "une nouvelle escalade dans la culture de la peur et d'un alignement systématique de l'Elysée sur les prises de positions de Marine Le Pen", présidente du Front national.

"Par cette proposition, le président de la République voudrait nous faire croire que des hordes d'Arabes seraient en train d'envahir le continent européen et le territoire national. Il use une fois de plus de son bouc émissaire favori : l'immigré", écrit-il dans un communiqué.

Pour le FN, il s'agit d'une nouvelle "supercherie" de Nicolas Sarkozy, reprenant "une proposition de longue date de Marine Le Pen."

"Après avoir fait des pieds et des mains pendant des années pour vendre l'UE aux Français, voilà que l'UMP feint de vouloir faire marche arrière. Ces nouvelles gesticulations médiatiques servent à masquer la duplicité du gouvernement sur la question de l'immigration", estime Steeve Briois, secrétaire général du FN.

Selon l'Elysée, l'objectif de l'initiative française sera notamment d'obtenir une coopération effective des pays du Sud contre l'immigration illégale, mais également un renforcement des mécanismes européens de Schengen, aujourd'hui jugés "déficients" par Paris.

Ce renforcement passe notamment par une modernisation du cadre européen de l'asile, un renforcement de l'agence Frontex qui organise des patrouilles communes aux frontières extérieures de l'UE et l'instauration d'une sorte de clause de sauvegarde, précise la présidence française.

Il existe déjà une clause de suspension mais elle est d'application très limitée dans le temps et géographiquement et n'est prévue que pour des événements de nature exceptionnelle.

